

Giuseppe Conte, proposé pour incarner l'antisystème

Le Mouvement 5 étoiles (antisystème) et la Ligue (extrême droite) ont proposé lundi au président italien le nom de Giuseppe Conte, un juriste de 54 ans, inconnu du grand public, pour diriger le premier gouvernement populiste d'un pays fondateur du projet européen. Spécialiste du droit civil et administratif, cet ancien homme de gauche était resté jusqu'à présent loin de la politique, même s'il avait déjà été présenté par le M5S comme possible ministre.

Avant de se rendre chez le président Mattarella pour présenter leur accord, les deux partis ont tenu à soumettre le fruit de leur négociation à leurs électeurs. Le

M5S a consulté sa base via une plateforme informatique censée remplacer la « vieille » démocratie représentative par la démocratie participative directe. La Ligue, elle, a consulté militants et sympathisants dans les traditionnels *gazebo* dressés sur les places des villes et villages. Méthodes différentes, donc, mais résul-

tats identiques : 94 % de oui.

Après avoir enregistré la proposition de M5S et de la Ligue, le président Mattarella a convoqué les présidents des deux chambres pour de nouvelles consultations ce mardi. ■

Fumée grise pour le président du conseil

Giuseppe Conte a été
proposé au président Mattarella

- Le président Mattarella a réservé sa réponse à la candidature de Giuseppe Conte à la présidence du conseil.
- Une affaire d'heures, sans doute.

ROME

DE NOTRE CORRESPONDANT

Fumée gris clair mais pas complètement blanche au-dessus du palais du Quirinal. Reçus lundi par le président Mattarella, Luigi di Maio pour le Mouvement 5 Étoiles (M5S) et Matteo Salvini pour la Ligue ont proposé Giuseppe Conte comme président du conseil italien. Le président a réservé sa réponse. Un contretemps dû à la tentative des leaders de l'alliance populiste de soumettre un « paquet complet », président du conseil, programme de gouvernement et liste des ministres, à l'approbation du chef de l'État. Un accroc aux pratiques institutionnelles qui a fortement irrité Sergio Mattarella.

La constitution donne en effet un droit de veto au président de la Répu-

blique sur la liste des ministres. Et il entend l'exercer. Or Matteo Salvini revendique le ministère de l'Intérieur pour y mettre en œuvre une politique de tolérance zéro à l'égard de l'immigration et le principe de la préférence nationale inspirée du Front national. Luigi di Maio veut de son côté le ministère du Travail et du Développement pour introduire le revenu de citoyenneté, qui lui a fait gagner les élections, mais coûtera 50 milliards aux caisses de l'État sans couverture financière. La formation de l'exécutif ne sera pas un fleuve tranquille.

Reste que, de l'avis de tous les observateurs, Sergio Mattarella devrait confier un mandat à Giuseppe Conte, le candidat des deux formations qui ont obtenu la majorité aux élections du 4 mars, dans les prochaines heures.

Quelles que soient ses qualités personnelles et professionnelles, Antonio Conte ne pourra être qu'un président du conseil faible

Cinquante-quatre ans, avocat au civil et auprès de la Cour de la cassation, professeur de droit civil à l'université de Florence et à l'université Luiss de Rome, Giuseppe Conte est un typique

« professore ». Long de 18 pages – petit péché d'orgueil ? –, son curriculum vitæ ne contient que la liste des prestigieuses universités où il a étudié, Yale, Vienne et Cambridge, et les nombreuses fonctions qu'il a occupées dans le cadre de sa carrière académique. Mais il est complètement inconnu du grand public.

Un dessin de presse peut en dire davantage que bien des analyses. Le *Corriere della Sera* a ainsi représenté le président Mattarella songeur qui déclare : « *Je ne savais pas que l'entraîneur de l'équipe nationale de foot avait une expérience internationale.* » Le seul Conte que connaissent les Transalpins est Antonio Conte, l'ancien sélectionneur de la Squadra azzura, et non Giuseppe Conte, le futur président du conseil.

Le Mouvement 5 Étoiles a contacté Giuseppe Conte à la suite des publications qu'il avait rédigées sur la transformation de la fonction publique. Son nom est apparu pour la première fois

sur la scène politique quelques semaines avant les élections lorsque le M5S l'avait désigné comme possible ministre de la Fonction publique. De sa vie privée, on sait seulement qu'il

est père d'une fille et divorcé, qu'il habite entre Rome et Florence et qu'il cultive une élégance raffinée en portant des boutons de manchettes et des pochettes blanches...

Alors que Ligue et Mouvement 5 Étoiles s'étaient fait un point d'honneur de désigner un politicien élu, leur choix est tombé sur un technicien qui ne s'est jamais confronté avec les urnes. Le plus petit dénominateur commun choisi devant l'impossibilité de se mettre d'accord sur le nom d'un chef politique.

Même le président Mattarella n'avait

pas caché qu'il espérait que l'alliance désigne le leader d'une des deux formations afin de donner du poids à l'exécutif, en Italie et à l'étranger.

Quelles que soient ses qualités personnelles et professionnelles, Giuseppe Conte ne pourra être qu'un président du conseil faible.

Il ne pourra pas « diriger la politique générale du gouvernement et coordonner l'activité des ministres », comme le prescrit la Constitution, mais devra rendre des comptes à ses actionnaires majoritaires, le M5S et la Ligue. Luigi di Maio l'a implicitement

reconnu en affirmant que « *le véritable chef du gouvernement est le programme* ».

Un leader de papier donc, qui n'a séduit ni les chancelleries ni les marchés.

En une semaine, depuis que son nom circule dans les milieux informés, le spread (différentiel entre les taux d'intérêts sur les bons d'Etat allemands et italiens) est passé de 131 à 186 points devant les perspectives de l'arrivée au pouvoir de ce que le *Financial Times* a appelé « le gouvernement des barbares ». ■

DOMINIQUE DUNGLAS

PROGRAMME

Un accord édulcoré

L'Europe s'inquiète du programme adopté par la Ligue et Mouvement 5 Étoiles à la veille de prendre les clés de l'Italie. « *Si le nouveau gouvernement prenait le risque de ne pas respecter ses engagements sur la dette, le déficit, mais aussi sur l'assainissement des banques, c'est toute la stabilité financière de la zone euro qui serait menacée* », a déclaré Bruno Le Maire, le ministre français de l'Économie. L'inquiétude du

ministre aurait été majeure s'il avait connu les véritables intentions de la coalition jaune-vert. Le scoop de l'*Huffington Post*, qui a révélé la semaine dernière une première version du programme, a contraint Matteo Salvini et Luigi Di Maio à réécrire leur copie et à édulcorer leur projet. Ainsi, dans la première version, la coalition affirmait son intention de « *changer les traités (sur la finance publique) avec l'union* ». Le nouveau document ne parle plus de « *prévoir une programmation permettant de finan-*

cer nos propositions ». L'impôt à taux unique qui devait être de 15 % pour les entreprises est passé à 20 %. Les centres d'immigration devront « *respecter les droits de l'homme* », petit particulier qui n'était pas précisé dans la première mouture. Le « *comité de conciliation* », sorte d'organe politique qui devait pratiquement mettre sous tutelle le conseil des ministres, a disparu des radars. Les références à une discussion de la monnaie unique ont également disparu du document final comme l'intention

d'abroger d'un trait 250 milliards d'euros de la dette publique transalpine. Outre les modifications de dernières minutes, ce qui surprend les exégètes du programme de gouvernement est le vague entretenu sur les couvertures financières et l'abstraction de nombreuses réformes annoncées. Les chancelleries savent que les programmes sont souvent caducs devant les imprévus d'une législature. Mais elles s'inquiètent de la capacité d'une coalition aussi disparate d'affronter les épreuves.

D.D.

validation par les partis Des parodies de scrutin

Candidats à la formation du gouvernement, le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Ligue ont soumis leur programme commun à leurs électeurs. Vendredi, c'est le M5S qui a consulté sa base sur la plateforme Rousseau, le système informatique censé remplacer la « vieille » démocratie représentative par la démocratie participative directe. Première anomalie : le système Rousseau est géré par la société commerciale privée de Davide Casalaggio, le fils de Gianroberto Casaletto, le cofondateur du M5S aujourd'hui décédé. Aucun contrôle public n'a donc certifié le résultat plébiscitaire obtenu : 94 % de oui sur les 44.000 votants. Un résultat à faire rougir d'envie Nicolas Maduro, leader d'un Venezuela souvent pris pour mo-

dèle par les dirigeants du M5S.

Samedi, c'est la Ligue qui a consulté ses militants et ses sympathisants, mais cette fois avec les traditionnels *gazebo* (traduisez « kiosques ») dressés sur les places des villes et des villages de la péninsule. Méthodes différentes mais résultats exactement semblables. 94 % de oui sur les 100.000 votants.

Ces parodies de scrutins étaient destinées à resserrer les rangs des militants. Surtout parmi la base du M5S où une partie des « grillini » issus des rangs de la gauche sont désorientés par la ligne d'extrême droite imposée par la Ligue au gouvernement jaune-vert – le jaune étant le symbole du Mouvement et le vert celui de la Ligue – sur les questions de l'immigration, de la légitime défense, des rela-

tions avec la Russie ou de la TAV, la ligne de TGV reliant Turin à Lyon.

Toutefois, après la divulgation des résultats, Matteo Salvini a déclaré : « *Espérons que personne n'opposera son veto à la majorité des Italiens.* » Un message clairement destiné à la seule personne susceptible d'opposer son veto à la naissance de l'exécutif vert-jaune : le président Mattarella. Outre le manque de respect à la lettre et à l'esprit de la constitution, qui précise que le Président du conseil est nommé par le Président de la République, ces propos trahissent la crainte d'un refus du Quirinal.

Et ils tendent à transformer, en cas d'échec, la crise de gouvernement en crise de régime. ■

D.D.